

Janvier 1938

Affaires

étrangères

Recueil Sirey

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
BIBLIOTHÈQUE

Affaires étrangères

REVUE MENSUELLE

DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE ET DIPLOMATIQUE

DIRECTION :

Albert MOUSSET. *Questions politiques*
Jean RAY. *Questions juridiques*

ADRESSER LA CORRESPONDANCE A LA REVUE,

57, Boulevard Haussmann - PARIS

Administrateur : Gabriel BEAL

R. C. Seine : 248166 B

Abonnements

France.	Un an	100 francs
Etranger. {	Union postale	— 125 »
	Autres pays	— 150 »

Le numéro : 10 francs (France) et 15 francs (Etranger).

Les abonnements sont reçus, soit au Siège de la Revue

(Chèques postaux : Paris 157610)

soit à la Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e).

(Chèques postaux : Paris 3319)

SOMMAIRE

Chroniques et articles

CHRONIQUE POLITIQUE. — <i>Le nouveau Cabinet français</i> (A. M.)...	2
CHRONIQUE JURIDIQUE. — <i>Coup d'œil sur les diverses conceptions de la guerre et leur évolution</i>	5
Albert MOUSSET. — <i>Le dilemme danubien. Equilibre ou hégémonie?</i>	9
Eugène PÉPIN. — <i>Récente réorganisation du « State Department »</i>	24
S. KUSAMA. — <i>L'action internationale contre l'abus des stupéfiants</i>	37

La Vie Diplomatique

Ephémérides internationales.....	45
----------------------------------	----

Les Etats et leur politique

EIRE. — <i>La Conférence de Londres</i>	49
---	----

Variétés

Jean RAY. — <i>Nietzsche et la volonté de puissance</i>	52
René MARTEL. — <i>Napoléon et l'Ukraine</i>	55

Chronique Politique

Le nouveau Cabinet français.

M. Chautemps a constitué, le 18 janvier, le cent-troisième Cabinet de la République. On peut diverger d'opinion sur la solution qu'a reçue la crise ministérielle. Ce qu'on ne saurait nier, c'est que cette solution est dans la plus pure tradition historique du régime. A toutes les heures critiques, le pays s'est tourné vers le parti radical ou vers ses chefs, considérés comme le rempart de l'ordre républicain, l'*ultima ratio* du Français moyen contre les aventures, qu'elles soient de droite ou de gauche.

L'histoire du parti radical s'identifie, sous ce rapport, avec celle de la République. Il porte à ses débuts une empreinte quasi-révolutionnaire. De cette origine quelque chose lui est resté : presque tous ses leaders ont eu l'étrange destinée d'alarmer d'abord, de rassurer ensuite l'opinion moyenne. Tel fut le cas de Gambetta, de Jules Ferry, de Waldeck-Rousseau, de Clemenceau — pour ne pas parler des vivants, comme M. Caillaux.

Ceci est très important — on pourrait dire : capital — dans un pays où l'effort des républicains a consisté avant tout à discréditer l'étiquette de « conservateur ». Grâce à cette présomption d'instinct réformateur, le parti radical a réalisé le miracle d'occuper pendant plus d'un demi-siècle le pouvoir ou ses avenues sans succomber à l'usure ni à la surenchère. Ayant eu l'exceptionnelle fortune de réaliser son programme (laïcisation de l'enseignement, réformes sociales, impôt sur le revenu, etc.), il a néanmoins continué à apparaître aux masses comme représentant d'inépuisables possibilités de rénovation. C'est ainsi que l'électeur peut, en glissant dans l'urne un bulletin de vote radical, confier les destinées du pays à un parti qui garantit à ses yeux, dans une mesure égale, l'action et la stabilité.

Ces deux termes « action » et « stabilité » polarisent deux courants au sein du parti, sans dissocier son unité. La majorité, dégagée dans les récents Congrès, professe que le parti radical est un parti de démocratie et qu'il ne peut, en conséquence, laisser creuser un fossé entre les socialistes et lui. La minorité estime que l'alliance avec les socialistes ne saurait aller au delà des nécessités tactiques de la vie électorale : elle tendrait volontiers la main aux modérés à travers trois ou quatre partis intermédiaires, à la condition que n'en résultât point pour elle l'accusation, jugée infamante, de « pactiser avec la réaction ».

On peut trouver dans ce rappel du climat historique sous lequel a vécu le parti radical les commentaires appropriés à la nouvelle combinaison ministérielle que préside M. Chautemps. Le chef du gouvernement résume d'ailleurs symboliquement dans sa personne les traits essentiels du parti : instinct de liberté, légalisme, esprit de mesure, pratique empirique d'une politique de continuité qui n'est ni la stagnation ni le conformisme. Ce n'est pas par hasard qu'il représente une région de la France dont le ciel est d'une proverbiale clémence mais dont le sol garde plus profondément qu'ailleurs l'empreinte des vicissitudes et des contradictions d'où est sortie l'unité nationale.

*
**

La tâche qui s'offre à lui est une des plus malaisées qu'ait jamais connue un homme d'Etat français. Il lui faut, d'une part, maintenir dans leur intégrité les réformes sociales, assigner une mission constructive à l'esprit de croisade qui anime le Front populaire; d'autre part, freiner les extrémismes et empêcher les masses d'usurper, par des interventions abusives, les fonctions dévolues aux pouvoirs constitutionnels.

Le sort de cette politique se décidera dans les semaines qui vont suivre. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'impulsion que le nouveau gouvernement compte donner à la conduite des affaires extérieures. Le parti radical a déjà pris ses positions et ses responsabilités dans les grands problèmes internationaux. Il a pratiqué une politique de loyale collaboration avec l'Angleterre. Il a soutenu le principe de la non-intervention dans les affaires d'Espagne. Il a cherché à maintenir, sinon à fortifier, les liens qui unissent la France à ses alliés et amis de l'Europe danubienne; témoin le

récent voyage de M. Delbos, qui d'ailleurs garde la direction du Quai d'Orsay. Il n'a donc point à innover.

Mais, ayant levé l'hypothèque que le soutien du parti communiste faisait peser sur lui, il peut manifester, dans sa diplomatie, plus d'initiative et de liberté. Son empirisme et sa tradition réaliste le préservent mieux que tout autre des préjugés idéologiques. Il est, certes, l'héritier de la France jacobine; mais l'exercice prolongé du pouvoir l'a depuis longtemps immunisé contre les entraînements passionnels. On l'a toujours trouvé lucide et vigilant aux heures critiques de la vie internationale. Ce sont des leaders radicaux qui ont doté la République de son empire colonial. C'est un radical qui a mené, en 1918, le pays à la victoire. Nul ne doute que la France ait aujourd'hui un gros effort à faire en Europe pour disputer son influence à ses adversaires. Le parti radical est maintenant à pied d'œuvre. De sa diplomatie dépendra, avec le prestige européen de la France, l'issue des rivalités entre lesquelles se joue le sort du monde. Il porte les espérances des amis de la paix et de la liberté.

A. M.

Napoléon et l'Ukraine

Tout comme les hommes, les grands peuples connaissent parfois des heures inquiètes. Sans que nul danger immédiat ne les presse, et peut-être même pour cela, ils hésitent, s'interrogent, incertains devant leur destin. L'irrésolution apparente de leurs dirigeants étonne leurs amis, encourage les espoirs de leurs adversaires. Mais l'événement démontre, une fois encore, aux uns comme aux autres, l'erreur de jugements trop hâtifs.

Car un grand pays demeure toujours un grand pays. S'il veut chercher sa voie sans abdiquer sa liberté, il éprouvera sans doute des inquiétudes épargnées, au moins pour un temps, aux nations qui se confient à un jugement unique. Il pourra côtoyer des périls, traverser des crises douloureuses, préparer dans la peine et peut-être même la confusion des lendemains plus assurés : son passé porte en soi le gage de son avenir. Le lent effort des générations lui a donné des qualités de fond, des éléments de force et d'équilibre qui s'affirmeront au moment décisif. N'en doutons pas : tel est bien le secret de ce peuple français dont les masses profondes ne s'émeuvent pas devant les dangers qui montent, gardant devant les redoutables inconnues de l'heure un sang-froid et un calme qui ne manquent pas d'étonner les observateurs les plus prévenus.

Et il arrive, à ces moments difficiles, qu'un ami de la nation française lui rappelle les jours les plus merveilleux de son passé. Il ne s'agit pas seulement de la gloire militaire : nos temps modernes, sans lui dénier la place qui lui revient légitimement, se sont pris à mettre en valeur d'autres efforts de qualité différente : la continuité, la clairvoyance dans la direction de la politique, l'étendue, la sûreté des informations, la sagesse des préparations minutieuses promptes à mettre à profit les avantages temporaires de l'occasion offerte, la mesure dans les décisions prises au regard,

non seulement des nécessités immédiates du moment, mais des intérêts constants des peuples et de l'humanité.

Et ce sont ces mérites qui apparaissent dans la politique de Napoléon à l'égard de l'Ukraine, telle que vient de nous la révéler l'historien des relations franco-ukrainiennes, M. Elie Borschak. Celui-ci n'est pas un inconnu pour les lecteurs d'*Affaires Etrangères*, qui a signalé, en son temps, l'intérêt scientifique de ses « Ukrainica », véritable Somme des questions intéressant l'Ukraine et l'Occident, ses études sur l'hetman Orlik, successeur de Mazeppa, toutes recherches dont le centre a toujours été et demeure la France.

Aujourd'hui, M. Borschak nous apporte, dans un petit volume d'un peu plus de cent pages, les résultats de près de vingt années de recherches (1). De la part d'un Slave, nous serions presque tenté de voir une élégance dans ce souci de faire court, de condenser sa pensée, d'écarter l'accessoire pour ne retenir que l'essentiel, malgré la tentation de révéler tout l'inédit de ces découvertes dont certaines paraissent du plus grand intérêt. Élégance de fond, mais aussi élégance de forme. Un ukrainien limpide, de lecture agréable, et qu'on dirait éclairci par une pratique amoureuse de la plus jolie langue voltairienne. Ce livre mériterait d'être intégralement traduit en français. Nous tâcherons d'en recueillir les éléments principaux. Ils valent vraiment une longue étude.

Dans quelle situation se trouvait l'Ukraine à la fin du XVIII^e siècle? Ce pays, un siècle et demi auparavant, s'était uni librement, en qualité de nation autonome, à la naissante Moscovie. Mais les tsars de Russie s'attachèrent à détruire méthodiquement les garanties accordées, en 1654, par le traité de Périaslav. Pierre le Grand porta les premiers coups : l'histoire de Mazeppa est encore dans toutes les mémoires. Catherine continua cette politique d'unification. Le 5 juin 1775, elle anéantissait la Sitch des Cosaques Zaporogues réputée par les écrivains anciens *asylum et radix plebis ukrainiensis*. Les terres des Cosaques étaient distribuées aux grands seigneurs russes et le servage établi, comme en Moscovie, en 1783. L'Ukraine avait perdu, en 1780, ses divisions traditionnelles en « régiments », remplacées par celles des provinces, ses unités militaires, l'indépendance de son clergé. En 1786 il ne restait plus trace de l'ancienne autonomie de l'Ukraine.

(1) Il'ko BORSCHAK : *Napoleon i Ukraïna* (en ukrainien), Lwow, 1937, préface d'Edouard Driaault; 1 volume in-12 de 126 pages, avec 10 illustrations.

Trois grandes parties d'importance inégale la composaient :

1° La rive droite du Dniepr, ou les anciens gouvernements russes de Volhynie, Podolie, Kiev. Toute cette région, à l'exception de Kiev, était revenue à la Russie après les partages de la Pologne en 1772. Pendant tout le XVIII^e siècle, de violentes révoltes l'avaient dressée contre la noblesse polonaise, et le plus célèbre de ces soulèvements, celui de 1768, a inspiré l'épopée de Chevtchenko, les « Haïdamaks ». Après avoir été les serfs des Polonais, les paysans ukrainiens étaient devenus ceux des Russes, qu'ils détestaient tout autant que leurs anciens maîtres. Leurs sympathies allaient à leurs frères de la rive gauche du Dniepr, la terre sacrée des Cosaques.

2° Celle-ci comprenait les provinces de Poltava, Tchernigov et Kharkov, qui avaient constitué l'ancien Etat cosaque réuni, en 1654, à la Moscovie, par le traité de Péréiaslav, sous la formule de l'autonomie la plus complète. Nous avons dit ce qu'il était advenu de ses libertés. Les Russes surveillaient de très près les derniers vestiges de la noblesse cosaque. Ils la sentaient hostile, tout autant que les paysans fraîchement asservis et rebelles encore au joug des vainqueurs.

3° L'Ukraine des steppes, ou les gouvernements de Kherson, Ekaterinoslav et de Tauride, formait alors un pays neuf, à peine prospecté et colonisé en partie par les Ukrainiens qui fuyaient l'oppression établie sur les deux rives du Dniepr. La domination russe y était moins âpre et plus lointaine que dans les autres parties de l'Ukraine. Un général gouverneur la représentait : c'était le duc de Richelieu, qui devait être un jour ministre de Louis XVIII, grand seigneur émigré mais libéral et fort honnête homme. Il avait su se faire aimer des populations ukrainiennes qui, par sympathie pour sa personne, accueillirent même le mot de « duc » dans leur vocabulaire. Un autre émigré français, le général Langeron (1763-1831), ancien compagnon de Lafayette, attaché lui aussi aux nouvelles idées des philosophes, secondait le duc de Richelieu et présidait aux destinées d'Odessa.

Les vicissitudes tragiques qui marquèrent l'histoire malheureuse de l'Ukraine avaient été suivies avec attention par l'ancienne Monarchie française. Une information exacte et toujours vigilante tenait la Cour de France en éveil, sans parler d'ouvrages importants, l'Histoire de Charles XII, de Voltaire, par exemple, inspirés par

une connaissance profonde de la situation véritable de l'Ukraine. Sans doute, il semble bien que tous les Français qui se sont jadis attachés à pénétrer les secrets de la nation cosaque aient éprouvé à son égard une réelle sympathie. Mais ces éléments subjectifs ne guidaient pas la politique traditionnelle de la France, qui se fondait sur deux principes réalistes, et d'ailleurs bien connus : la conception de l'équilibre des forces et la méthode de la diversion. La France n'avait pas vu sans appréhension l'essor redoutable de la puissance moscovite. Elle s'efforçait d'en contre-balancer les progrès par un appui judicieusement accordé aux peuples menacés par la Russie : la Suède, la Pologne, mais surtout la Turquie et l'Ukraine. Cette dernière province, richement pourvue de biens par une nature généreuse, habitée par une population guerrière, intéressait la Monarchie française à un double point de vue : elle mesurait l'intérêt de ses possibilités économiques, elle la classait enfin parmi les zones les plus désignées pour une diversion efficace si le besoin s'en faisait sentir. Aussi, même en période calme, le Cabinet de Paris tenait-il à être toujours instruit des réalités : il entretenait de nombreux agents secrets en Ukraine qui ne se bornaient pas toujours à recueillir des renseignements, mais préparaient les voies à des actions de plus grande envergure si le cours des événements le réclamait.

La Révolution française ne change rien à des méthodes qui avaient fait leurs preuves. Catherine II n'avait-elle pas pris la tête de la croisade contre-révolutionnaire ? Notre représentant à Petersbourg, Genet, qui s'était rallié à la Monarchie constitutionnelle, puis à la République, est chassé de Russie le 19 juillet 1792 par l'impératrice, qui rompt les relations avec la France. A son retour, la Commission des Affaires étrangères de la Convention, déjà bien orientée dans les affaires russes, demande à Genet un mémoire « sur les peuples qui habitent la Russie ». Genet conseille « de préparer des soulèvements en Russie et, en premier lieu, en Ukraine ». Il retrouvait, à la Convention, deux hommes experts en la question, et qui connaissaient à fond le problème ukrainien : Cara et Boissy d'Anglas. Sur leur intervention, des instructions sont données à Parandière, notre représentant à Hambourg, et à Lellemen, qui organisait déjà les émigrés polonais à Venise, d'étudier la question d'Ukraine. Pendant l'été de 1792, la Convention, dans ses directives à Sémonville, ambassadeur en Turquie, lui prescrit d'attirer l'attention du Grand-Vizir sur la possibilité de

fomentent des soulèvements « en Ukraine, au Kouban et en Géorgie ». Quelques jours plus tard, une nouvelle instruction insiste sur la nécessité d'agir « par des émissaires sûrs, auprès de la nation cosaque, car elle doit supporter avec impatience l'esclavage de la Russie ».

Même tendance dans les recommandations de la Convention, ou plutôt du Comité de Salut Public, à Rewbell, le 12 ventôse 1794 : « Il faut soutenir la Pologne, les Cosaques du Don et l'Ukraine, cette ancienne alliée du roi de Suède Charles XII. Cette nation guerrière, jadis libre, a été soumise par le tsar Pierre I^{er}. Il faut faire revivre chez elle le sentiment de la liberté pour qu'elle puisse secouer le joug sous lequel elle gémit et faire fleurir à Kiev l'arbre de la liberté. »

Des agents français sont envoyés en Ukraine. Ils agissent en secret, rédigent des rapports. L'un d'eux, le 24 décembre 1795, estime qu'on peut soulever l'Ukraine : « Son peuple, autrefois libre, n'a pas encore oublié qu'il l'a été. » Mais ces considérations idéologiques n'empêchent pas l'informateur de noter avec soin les richesses du pays, de souligner son importance économique.

Catherine morte, son fils Paul I^{er} déclare la guerre à la France. Rewbell envoie en Ukraine, en septembre 1796, un ancien fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, Moissonnière, qui avait vécu en Russie de 1778 à 1793. L'agent secret est de retour à Paris le 8 mai 1797. Reçu par le directeur, il lui expose tout un plan de propagande antirusse en Ukraine. Il prévoyait surtout l'action de nombreux émissaires judicieusement choisis. Il indiquait en outre le danger de confondre les plans de la France avec ceux des émigrés polonais, qui avaient déjà agi à Paris, car, disait-il, « la population de l'Ukraine est hostile à tout ce qui est polonais. Elle se rappelle bien le temps où régnait, sur le pays des Cosaques, la noblesse polonaise ». Il proposait enfin au Directoire d'envoyer une escadre française et un corps expéditionnaire dans l'Ukraine méridionale. « Le gouvernement russe ne saurait compter sur ses troupes en Ukraine parce qu'elles se composent, en grande majorité, de Cosaques. »

Ces plans, il faut bien le dire, demeuraient secrets. L'opinion publique était saisie, cependant, de ces questions importantes par les discours prononcés à la Chambre des Représentants, par de nombreux écrits parus dans la presse. Parmi ces derniers, il convient de réserver une mention particulière à l'œuvre du Conven-

tionnel Jean-Philippe Garran de Coulon : « Recherches politiques sur l'Etat ancien et moderne de la Pologne appliquées à sa récente révolution » (Paris, 1795). Les relations polono-ukrainiennes y étaient analysées avec une remarquable objectivité. L'auteur n'avait pas oublié la situation de l'Ukraine sous la domination russe. Les idées qui étaient développées dans cet ouvrage capital eurent un important effet, non seulement sur la politique du Directoire, mais sur celle du Consulat et de l'Empire.

Napoléon prend le pouvoir le 9 novembre 1799 (18 brumaire). Sa politique à l'égard de l'Ukraine, essentiellement réaliste, dépendra avant tout de ses relations avec la Russie. Il la rencontrait en Pologne, en Turquie. Alliée à l'Angleterre, elle risquait de faire échouer ses projets sur le continent. Il est dès lors naturel que Napoléon, comme autrefois Charles XII, ait pensé à la « diversion » ukrainienne. Puisque la Russie se révélait l'ennemie irréconciliable de la France, l'Empereur se voyait contraint à l'attaquer sur ses deux points faibles : son état social et sa composition nationale. Les deux directions de l'action une fois déterminées, la réalisation du plan devenait secondaire. Nous verrons cependant, au cours de cet exposé, que Napoléon n'a pas poursuivi ses objectifs avec sa décision habituelle. Il a hésité ; il a renoncé à employer certains moyens, à développer son offensive sans souci des conséquences, retenu dans cette entreprise par des considérations politiques et morales que nous retrouverons à leur heure. Elles sont loin d'être indifférentes.

M. Borschak s'est demandé avec raison si les conceptions générales de Napoléon sur la Russie n'avaient pas été influencées par certaines lectures. L'Empereur lisait beaucoup ; il lisait en tout temps et partout. Deux ouvrages, au moins, avaient élargi ses conceptions sur l'Europe orientale en général, la Russie et l'Ukraine en particulier.

Le premier est un gros travail en trois tomes in-8°, paru en 1799, de Charles Laveaux, agent secret de la France en Russie de 1761 à 1773 : *Histoire de Pierre III, empereur de Russie*, imprimé sur un manuscrit trouvé dans les papiers de Montmorin, ancien ministre des Affaires étrangères, et composé par un agent secret de Louis XV à la Cour de Pétersbourg. Ce titre est un peu long, mais il ne manque pas de précision.

Le second ouvrage est, lui aussi, un ensemble en trois tomes in-8° de Charles Masson : *Mémoires secrets sur la Russie* (Paris, 1800-

1803). Masson était un protestant français venu en Russie en 1786, qui avait été secrétaire particulier du futur Alexandre I^{er}. Expulsé de Russie par Paul I^{er} en 1796, il avait vu son ouvrage interdit dans ce pays dès sa publication. Un chapitre intéressant était consacré aux Cosaques, nettement différenciés des autres peuples de l'Empire. « Ils n'ont, disait Masson, rien de commun avec les Russes. »

Le 6 septembre 1802, le Premier Consul recevait un document inestimable. C'était un mémoire d'Emile Gaudin, ministre de France en Turquie, sur « les avantages du commerce dans la Mer Noire ».

Cette étude dépasse, et de beaucoup, les limites d'un rapport ordinaire. Gaudin développait tout un plan d'expansion économique française dans l'Ukraine méridionale « pour contre-balancer l'influence anglaise dans la Russie véritable », c'est-à-dire en Grande Russie. Il proposait qu'on ouvrît en Ukraine, sur les bords de la mer Noire, des factoreries, suivant la méthode des Anglais dans l'Inde. Les employés de ces établissements seraient des officiers, des soldats, des marins, car la possession des Détroits provoquerait un conflit avec la Russie. Dans ce cas, un corps expéditionnaire français débarquerait à Kherson, Odessa, Nicolaïev. La population ukrainienne se soulèverait, les militaires des factoreries fourniraient des cadres à l'insurrection et la dirigeraient. Gaudin avait même prévu « une proclamation du Citoyen Premier Consul aux Cosaques de l'Ukraine ».

Bonaparte fut si intéressé par ce travail qu'il chargea un ancien attaché militaire à Pétersbourg, Bourgoïn, de compléter le mémoire de Gaudin. Cette étude lui fut remise le 15 brumaire, an XIII (1804). Elle comprenait 90 grandes feuilles in-4° et portait le titre de « Mémoire sur le commerce de la Russie par la mer Noire et la mer d'Azof ».

Bourgoïn insistait sur les avantages, déjà reconnus dans le passé, d'une collaboration franco-ukrainienne. Ces régions étaient un excellent marché d'exportation pour nos vins, nos objets manufacturés, nos produits coloniaux. La France pouvait y acheter du blé, des bois, du cuir. Un aperçu détaillé sur l'histoire de l'Ukraine constatait « que les Ukrainiens se distinguent par leur attachement à leur indépendance et leur actuel mécontentement ». Bourgoïn, comme Gaudin, conseillait d'envoyer des agents en Ukraine qui, « sous le couvert d'opérations commerciales, secrètement et habilement, sauront soutenir l'esprit de la population, la faisant se

souvenir de son passé glorieux au regard de l'actuelle misère qui est son partage ». Il concluait en disant : « Au moment où la conjoncture politique amènera une guerre ouverte entre la France et la Russie, l'insurrection en Ukraine sera un des facteurs principaux de la victoire. »

En septembre 1805, quand la guerre a été déclarée par Napoléon à la Russie, l'ambassadeur de France à Constantinople, Sebastiani, reçoit une députation des Cosaques Zaporogues et leur remet, avec de l'argent, des proclamations à répandre en Ukraine.

Jusqu'à 1807, la question d'Ukraine sera abondamment étudiée. Tout ce qui paraît est plus ou moins inspiré par Napoléon. Il contrôle ou suscite toutes les publications qui, sous le titre général de « problèmes polonais », intéressent, en fait, toute l'Europe orientale. Ainsi le remarquable historique de Conrad Malte-Brun a pour titre : « Tableau de la Pologne ancienne et moderne » (Paris, 1807, in-8°, 398 pages). L'auteur consacre deux importants chapitres à l'Ukraine, la Galicie comprise, dont il décrit la nature, les ressources, l'histoire. Il insiste sur les relations économiques de l'Ukraine et de la France. Cette pensée le conduit à un exposé nouveau et original : « La lutte entre la France et l'Angleterre, déclare-t-il, a été aussi, dans une certaine mesure, une lutte pour le blé de l'Ukraine. » La France se heurtait à l'Angleterre en Russie comme elle la rencontrait dans l'Inde, aux colonies, sur tous les points du globe où se livrait la bataille des matières premières. Et la terre russe apparaissait aux Français comme un monde varié et divers, non comme un continent unique, habité par une nation cohérente et dont les éléments disparates pouvaient également se dissocier. Une expansion française en Ukraine, du point de vue économique en général et pour le marché du blé en particulier, n'était donc nullement une conception déraisonnable. Malte-Brun entrevoyait lui aussi, après Gaudin et Bourgoin, d'intéressants débouchés pour les produits français, naturels ou manufacturés, en Ukraine. Sa riche argumentation, étayée par des faits et des données précises, est d'un intérêt qui ne se dément jamais.

Malte-Brun avait largement mis à contribution, surtout dans la partie économique de son œuvre, le célèbre « projet ukrainien » du baron Antoine de Saint-Joseph (1749-1826), économiste et voyageur, ami intime de Joseph Bonaparte. Vergennes et Choiseul avaient collaboré à un plan grandiose, basé sur le magnifique développement des ports de la mer Noire, et qui comprenait la création d'une

flotte commerciale de 153 navires spécialement destinée à faciliter les relations de la France et de l'Ukraine. Bien que la Révolution eût rendu ces perspectives inactuelles, le baron Antoine les avait reprises, en 1805, dans un ouvrage intitulé : « Essai historique sur le commerce et la navigation de la mer Noire ou voyages et entreprises pour établir des rapports commerciaux et maritimes entre les ports de la mer Noire et ceux de la Méditerranée ». C'était une étude détaillée des possibilités incluses dans les relations économiques franco-ukrainiennes. Ce livre eut un grand succès. Napoléon le lut et le relut. Il ne l'oubliera jamais et en utilisera les enseignements dans ses projets futurs.

La question était si vivante que, l'année suivante, un publiciste officieux, Jean Dubois, la reprend dans un formidable travail de 568 pages in-8° intitulé : « Du commerce français dans l'Etat actuel de l'Europe, ou observations sur le commerce de la France en Italie, dans le Levant, en Russie, dans la mer Noire ». 150 pages sont consacrées à l'Ukraine. Pour Dubois — et l'idée plaira à Napoléon — l'expansion économique française vers l'Ukraine est un moyen d'anéantir la concurrence anglaise dans la Baltique.

*
* *

Il ne faudrait pas croire, toutefois, que l'étude de la question d'Ukraine fût bornée aux seuls problèmes de la mer Noire. Malte-Brun l'avait envisagée dans toute son ampleur. Il retrouvait les Ukrainiens dans les Carpathes, « où ils se sont établis avant le ix^e siècle », et n'oubliait pas la Galicie, « où les deux tiers de la population parlent une langue proche de celle de l'Ukraine ».

Un érudit nancéen, Hubert Vautrin (de l'Académie de Nancy), consacrant, en 1807, un fort volume de 568 pages in-8° à l'étude de la Pologne (« L'observateur en Pologne »), parlait avec sympathie de l'Ukraine. La même année, l'étude publiée à Milan par de Romano sur les Cosaques du Don portait aussi sur ceux de l'Ukraine et leur organisation militaire. Citons encore les œuvres de Leroy de Flagis sur « l'Etat politique civil et militaire de l'Empire de Russie », de F. Mounier et son « Histoire de la Pologne depuis son origine jusqu'en 1795 ». L'histoire de Rulhière sur « l'Anarchie en Pologne », restée en manuscrit jusqu'à 1806, est lue, en cet état, par Napoléon qui s'y intéresse vivement et l'annote.

La presse napoléonienne contrôlée, comme il se doit, par le pouvoir absolu, s'occupe aussi de l'Ukraine. Nous le voyons par la revue officieuse *L'Argus*, inspirée par le Ministère français des Affaires étrangères et rédigée en anglais pour introduire en Angleterre la propagande française. Le *Journal de l'Empire* n'hésite pas lui-même à écrire, le 7 janvier 1807, que « l'Ukraine est le meilleur chemin pour attaquer le centre de la Russie ».

(A suivre.)

René MARTEL.

Le Gérant : DE PEYRALADE.

Février 1938

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

BIBLIOTHÈQUE

Affaires étrangères

Recueil Sirey

Affaires étrangères

REVUE MENSUELLE

DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE ET DIPLOMATIQUE

DIRECTION :

Albert MOUSSET. *Questions politiques*

Jean RAY. *Questions juridiques*

ADRESSER LA CORRESPONDANCE A LA REVUE,

57, Boulevard Haussmann - PARIS

Administrateur : Gabriel BEAL

R. C. Seine : 248166 B

Abonnements

France. Un an 100 francs

Etranger. { Union postale — 125 »
Autres pays — 150 »

Le numéro : 10 francs (France) et 15 francs (Etranger).

Les abonnements sont reçus, soit au Siège de la Revue

(Chèques postaux : Paris 157610)

soit à la Librairie du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e).

(Chèques postaux : Paris 3319)

SOMMAIRE

Chroniques et articles

CHRONIQUE POLITIQUE. — <i>Les conséquences psychologiques des événements du 4 février en Allemagne</i> (A. M.).....	66
CHRONIQUE JURIDIQUE. — <i>Les transformations des droits internes et les relations internationales</i> (J. R.).....	69
LÉON MEUDON. — <i>L'aspect économique du problème colonial.</i>	72
René PINON. — <i>Les traités de la France avec la Syrie et le Liban.</i>	81
Olof HOIJER. — <i>Bombardements aériens</i>	94

La Vie Diplomatique

Ephémérides internationales.	104
--------------------------------------	-----

Les Etats et leur politique

JAPON. — <i>L'affaire de Chine : Déclarations des ministres devant la Diète</i> (Jean RAY).....	107
TCHÉCOSLOVAQUIE. — <i>A propos d'un anniversaire : Les plans danubiens de M. Milan Hodza</i> (A. M.).....	116

Variétés

René MARTEL. — <i>Napoléon et l'Ukraine</i> (suite et fin).....	120
---	-----

VARIÉTÉS

Napoléon et l'Ukraine ⁽¹⁾

Pour la France comme pour la Russie, la paix de Tilsitt n'était qu'une trêve. Bientôt les deux parties se préparèrent à reprendre la lutte. Dès 1808, un fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères nommé Leclerc rédigeait, pour Napoléon, un mémoire sur les causes de l'ambition de la Russie et les moyens d'y mettre un terme. L'Ukraine n'était pas oubliée.

Le 12 février 1811, un agent secret français en Ukraine, Lefèvre, constatant que la guerre avec la Russie était devenue inévitable, attire l'attention de l'Empereur sur l'intérêt que présentent les ports ukrainiens de la mer Noire, si favorables à des débarquements. « Si la guerre dure, ajoutait-il, le meilleur moyen de ruiner la puissance russe est d'entrer en Ukraine, où la population est tout entière encore contre la Russie. »

Un autre mémoire du début de 1811, adressé à Paris par un militaire français de Varsovie sur « La politique russe », insiste surtout sur la diversion stratégique à opérer, au flanc des armées russes, en Ukraine, en direction de Kiev, qui peut, selon lui, décider du sort de toute la campagne.

Ces indications ne sont pas restées sans écho. Le 16 novembre 1811, le ministre des Affaires étrangères demande à Bignon, ambassadeur à Varsovie, de rassembler, sur l'ordre de l'Empereur, des

(1) Voir *Affaires Etrangères* de janvier 1938, pp. 55-64.

renseignements sur la Podolie, la Volhynie et l'Ukraine, l'état de leurs routes, de dresser la carte des moyens de communication des régions Lwow-Kiev et Dubno-Kiev, sans oublier la voie du Dniepr et ses rives. Cette instruction légalisait, pour ainsi dire, un travail entrepris dès 1810 par Bignon, qui avait couvert l'Ukraine d'un véritable réseau d'agents secrets. Leurs relations, aussitôt envoyées à Paris, signalaient le mécontentement de la population ukrainienne, sa répugnance à faire la guerre pour les Russes.

Napoléon avait à sa disposition deux moyens efficaces pour abattre la Russie : disloquer son armature intérieure en émancipant les serfs, et la dissocier en affranchissant les nationalités opprimées par les tsars et maintenues de force dans leur Empire. Il avait étudié ces possibilités. A Moscou même, en 1812, il essayait de pénétrer les secrets de l'histoire de Pougatchef. Il ne se décida pas toutefois, à la dernière heure, à appeler à lui les serfs en les dressant contre leurs anciens maîtres. « J'aurais pu, déclare-t-il au Sénat (*Moniteur officiel* du 21 décembre 1812), soulever la plus grande partie de la population de la Russie en proclamant la libération des serfs. Cela m'aurait amené bien des paysans. Mais quand j'ai eu sondé la sauvagerie de cette nombreuse classe du peuple russe, j'ai renoncé à accomplir un acte qui aurait eu pour conséquence la mort dans les plus épouvantables supplices de nombreuses familles. »

Joseph de Maistre éprouvait des sentiments analogues quand il écrivait (*Lettres et Opuscules*, Paris, 1851, t. I, p. 218) :

« La liberté fera sur tous ces tempéraments l'effet d'un vin généreux sur un homme qui n'y est point habitué. Si quelque Pougatchef d'université venait à se mettre à la tête d'un parti, si une fois le peuple était ébranlé et commençait une révolution à l'européenne, je n'ai point d'expression pour vous dire ce qu'on pourrait craindre... *Bella, horrida bella! Et multo Nevam sanguine spumantem cerno.* »

Ces deux textes, qu'on ne saurait songer à exploiter pour les besoins d'une polémique trop facile à engager, sont cependant curieux. La déclaration de Napoléon au Sénat a une valeur historique et morale précieuse. Elle montre que l'Empereur n'acceptait pas de recourir à tous les moyens pour réaliser ses buts, qu'il ne tendait pas vers ses objectifs *per fas et nefas*, et il convient de retenir cette leçon.

Cette modération dans l'emploi de la force et de l'intrigue n'empêchait pas « les vastes pensées » et les plans de grande envergure. Car c'est justement au début de 1812 que naît le projet Hauterive qui tendait à créer, en Ukraine, un Etat indépendant « dont le grand Empereur se réserverait à lui seul l'investiture ». Cet Etat, dont les limites correspondent à peu près à celles de l'Ukraine actuelle, porterait le nom de « Napoléonide ». Il constituerait « une des plus fortes barrières aux projets ambitieux de la Russie et à ses prétentions sur la mer Noire et sur le Bosphore... Rejetée à jamais de la mer Noire, la Russie serait alors forcée de renoncer à jamais à ses projets mal digérés de conquête, d'envahissement, d'usurpations de tous genres ».

L'importance de ces vues d'avenir vient, en partie, de leur auteur. Le comte Alexandre Maurice Blanc de Nauete d'Hauterive (1754-1839) était le directeur politique du Ministère des Affaires étrangères, le collaborateur immédiat de Talleyrand. Ennemi de l'orientation russe, il craignait surtout que la Russie ne réussît à établir sa domination sur Constantinople et les Détroits. Cette préoccupation de sa politique montre qu'il avait compris toute l'importance des visées russes sur les accès à la mer Noire. Les historiens actuels oublient trop facilement, dans cette question qui demeura si brûlante pendant toute la dernière guerre et peut-être même plus tard, les principes lointains de la politique française au temps de l'ancienne Monarchie et de l'Empire. Le projet d'Hauterive les rappelle avec toute la clarté désirable.

Ce plan ne se bornait pas à des considérations d'ordre général. Il envisageait la future Napoléonide comme base militaire. L'Ukraine était en état de fournir 60.000 hommes de cavalerie légère, dont 10.000 aptes à être utilisés, dans l'armée française, pour la reconnaissance et la protection des avant-gardes. Ce pays pouvait rendre un autre service de valeur inappréciable : ses inépuisables réserves de chevaux faciliteraient la remonte de la cavalerie, et il serait possible d'en tirer de 40 à 50.000 chevaux.

Ainsi Napoléon reprenait la politique de l'Ancien Régime, toujours opposée à l'expansion russe et particulièrement soucieuse d'écarter de la mer Noire la puissance moscovite. La France avait, elle aussi, ses intérêts et ses prétentions dans la mer Noire. Elle tendait à se réserver une partie des richesses des terres fertiles qui la bordaient : elle voulait surtout se garder un marché d'exportation où ses produits naturels et manufacturés étaient susceptibles

d'être acceptés avec faveur. Bien accueillis dans les régions méridionales de la Russie, ils pouvaient s'infiltrer vers le nord et gagner, de proche en proche, les plus lointaines provinces de l'Empire des tsars. Ainsi les considérations économiques jouaient-elles un rôle aussi important, dans les projets d'expansion de l'ancienne France en Ukraine, que les préoccupations d'ordre politique.

Le projet d'Hauterive était muet sur les territoires situés à l'ouest du Dniepr. On savait trop bien, à Paris, que ces régions étaient revendiquées par les Polonais, et il n'était pas opportun d'engager une discussion inutile. Les Polonais rendaient des services à Napoléon : il n'eût pas été politique de susciter leurs appréhensions. La pensée profonde de Napoléon et d'Hauterive était que ces différends accessoires se régleraient au profit du peuple qui s'affirmerait le plus fort et le plus énergique. La France n'avait donc point à prendre parti et laissait aux événements le soin de trancher entre les deux nations.

L'Etat vassal qui serait constitué, au profit d'un maréchal de Napoléon ou d'un membre de sa famille, serait donc, avant tout, un bastion destiné à contenir les ambitions russes, à les écarter de la mer Noire, à dissiper la menace qui pesait déjà sur Constantinople et les Détroits. La future Napoléonide mettrait son armée au service de la France et lui donnerait ainsi des forces fraîches d'appoint, qui, bien placées pour intervenir à tout moment, seraient à même d'exercer une pression d'ordre militaire non négligeable. Le développement économique de ces régions, assuré par des relations commerciales intensifiées avec la France, permettrait d'annihiler, en partie, les effets du blocus continental, ouvrirait de nouveaux marchés, tracerait des voies de pénétration aux marchandises françaises, non seulement dans les régions prospères avoisinant la mer Noire, mais vers l'Empire des tsars tout entier quand les dangers de guerre auraient été éliminés et céderaient le pas aux entreprises fructueuses et fécondes de la paix.

Il faut rattacher aux projets d'Hauterive sur l'Ukraine l'œuvre du publiciste français Charles Lesur. Charles-Louis Lesur (1771-1849), attaché par Talleyrand au Ministère des Affaires étrangères, exprimait la pensée officielle. Frédéric Masson estime même que ses livres peuvent être considérés comme reflétant le sentiment de l'Empereur. Il avait déjà conçu, en 1807, un ouvrage, conservé en manuscrit au Ministère des Affaires étrangères (*Correspondance*,

Pologne, vol. 324, fol. 136-194), sur « La politique et les progrès de la puissance russe ». A la veille de la campagne de 1812, Napoléon lui demanda d'écrire une « Histoire des Cosaques ». Il en parcourut les épreuves quand il était déjà en Russie. La tâche de Lesur avait été menée avec un soin extrême. Doué d'une puissance de travail à peu près illimitée, l'auteur s'était astreint à relire tout ce qui avait paru sur l'Ukraine dans l'Europe occidentale. On peut regretter seulement qu'il ait laissé de côté les archives du Ministère des Affaires étrangères, qui lui étaient cependant ouvertes toutes grandes.

Lesur éprouve pour l'Ukraine la plus grande sympathie. Il caractérise avec autant de justesse que de bonheur le rôle de Khmielnitzkij, la politique de Moscou à l'égard de l'Ukraine, le traité de Péréiaslav, l'alliance de l'Ukraine avec la Suède en 1708 et l'épopée de Mazeppa, l'oppression instaurée en Ukraine par Catherine II, acharnée à détruire les dernières libertés du peuple cosaque, sa situation actuelle. Quand l'ouvrage parut, révisé et remanié en 1814, après l'abdication de Napoléon, Lesur donne une précision intéressante sur la cause de la guerre de 1812 :

« L'objet de la guerre de 1812, écrit-il, était d'établir l'équilibre en Europe et surtout d'élever, entre la Russie et l'Allemagne, une barrière dont la nécessité était déjà apparue au Cabinet de Versailles. »

Pendant toute la campagne de Russie, Napoléon relit des ouvrages consacrés à l'Ukraine. Il s'enthousiasme en retrouvant l'Histoire de Charles XII, de Voltaire. Il demande au Ministère de la Guerre de lui faire parvenir toutes les données récentes qui pourraient l'éclairer sur la situation des provinces ukrainiennes de la Russie. Ces notes sont courtes, mais précises et singulièrement objectives. Les officiers français étaient sans passion dans ces affaires et ne se laissaient guider que par des considérations stratégiques et d'intérêt militaire. Leurs observations n'en ont que plus de prix. Les agents français d'Ukraine, dont les rapports affluent également, ont peut-être déjà plus de peine à se dégager de l'ambiance. Leurs témoignages montrent qu'ils connaissent le passé du pays : beaucoup l'aiment, le défendent avec résolution.

Le 18 avril 1812, Napoléon envoie d'intéressantes instructions à notre ambassadeur en Turquie, le général Andréossy. Il proposera à la Turquie d'entrer en guerre contre la Russie. L'Europe va être

rebâtie; la Pologne rétablie (il n'est pas question de fixer encore ses frontières); la Suède recouvrera la Finlande, la Turquie la Crimée et la Moldo-Valachie. Il est question aussi des « sympathies des Cosaques de l'Ukraine pour la Turquie ».

Les négociations qui se sont engagées, pendant cet été de 1812, à Constantinople, auraient pu être très intéressantes à rappeler. Par malheur, tous les documents qui les contenaient furent brûlés, sur l'ordre de l'Empereur, à la fin de la campagne de Russie. On peut espérer que les archives turques en ont gardé trace. S'il en était ainsi, leur publication offrirait un intérêt exceptionnel. Nous serions curieux de savoir, par exemple, si Napoléon était prêt à sacrifier l'Ukraine à la Turquie comme il était disposé, auparavant, à abandonner la Pologne à la Russie ou à la Prusse. La question est d'extrême importance. Elle nous permettrait de savoir à quel point et dans quelle mesure Napoléon lui-même croyait aux projets qu'il avait inspirés et, par voie de conséquence, quelle était son opinion véritable sur l'Ukraine.

Car il nous faut bien le signaler ici, d'accord en cela avec l'auteur qui l'a observé également, dans les questions de nationalités, l'Empereur a toujours montré une incontestable réserve. Au fond, il n'a guère dépassé le stade de l'information et de la propagande. Quand les nécessités l'ont obligé à prendre de véritables décisions, dans le cas de la Pologne par exemple, il a opéré ses remaniements territoriaux avec une prudence que les intéressés assimilaient presque à la timidité. Il est possible qu'il ait tenu en réserve des cartes qu'il se disposait à jouer, le moment venu. Constatons qu'il ne les a pas jouées. Pas plus qu'il n'a soulevé les serfs, il n'a appelé au combat dans une lutte sans merci contre les Russes tous ces allogènes d'Ukraine, du Kouban, de la Géorgie, que sa propagande travaillait cependant avec une persévérance inlassable.

Le 26 mai 1812, Napoléon eut bien l'idée d'une diversion en Ukraine, si nous en croyons la lettre qu'il écrivit à ce sujet à son frère Jérôme Bonaparte. Mais il s'agit plutôt d'une manœuvre politique et non d'une véritable opération militaire. Il est vrai que si l'Empereur avait attaqué la Russie par ses provinces méridionales en dirigeant la Grande Armée vers l'Ukraine pour la détacher de l'Empire, le sort de la campagne eût été ou eût pu être tout différent. En tout cas, l'hypothèse a sans doute été envisagée.

Quand les archives russes seront largement accessibles, il sera permis de savoir quel écho la propagande napoléonienne a trouvé

en Ukraine. Les faits que M. Borschak a rassemblés sont curieux, amusants parfois, mais ils ont la valeur limitée de réactions locales, permises surtout à quelques propriétaires émancipés. Le peuple, le vrai peuple de la paysannerie, était trop étroitement enchaîné pour se permettre de manifester des sentiments que seule l'arrivée des armées françaises aurait pu libérer. En tout cas, un fait est certain : les agents français en Ukraine ont été actifs et redoutables. Ils savaient à merveille répandre des bruits favorables à l'Empereur des Français, exploiter les mécontentements, susciter des espoirs. Les Russes avaient été obligés de créer un service spécial de contre-propagande destiné à combattre les agitateurs employés par la France.

Que devons-nous retenir de ces pages qu'inspire et illumine parfois un véritable amour pour notre pays? Par une délicatesse qui l'honore, M. Borschak s'est abstenu de juger la politique de Napoléon à l'égard de son pays. C'est une tâche difficile qu'il a laissée à la critique. Elle ne saurait toutefois l'éviter.

Une remarque préliminaire s'impose. Quand, à la fin de la Grande Guerre, le problème ukrainien s'est posé, d'aucuns, et non des moindres, se sont appliqués à l'écarter d'un mot : L'Ukraine, disaient-ils, c'est une simple intrigue allemande. On en disait autant, il est vrai, de la Pologne, avant la révolution d'octobre 1917. Dans l'un comme dans l'autre cas, ce jugement simpliste était injuste. Si l'Ukraine a jamais été « une intrigue », historiquement, et pendant des siècles, elle a été avant tout une « intrigue française ». Les archives et les documents prouvent cette vérité autant qu'il est nécessaire. Le lecteur l'a assez compris, et il n'est pas besoin d'y insister davantage.

La politique de Napoléon, en Ukraine, n'a pas été originale. Elle n'a rien innové. L'Empereur s'est contenté de suivre, avec méthode et prudence, les routes déjà largement frayées par l'Ancien Régime et la Révolution.

L'Ukraine, jusqu'au début du ^{xix}^e siècle, n'est jamais envisagée en elle-même et pour elle-même. C'est un facteur qui trouve sa place dans un ensemble.

La politique traditionnelle de la France est fondée sur le principe de l'équilibre des forces. Aussi le Cabinet de Versailles redoute-t-il la puissance grandissante de la Russie qui tend à rompre cette harmonie non seulement dans l'est de l'Europe, mais à constituer une menace d'hégémonie pour le continent tout entier.

La politique française surveille avec une particulière attention les abords de la mer Noire, les Dardanelles, le Bosphore, Constantinople que la Russie réclame. Ce sont, dit-elle, les clefs de ma maison.

Comment agit la politique française? Par le système des alliances et la méthode des diversions. L'Ukraine constitue un exemple admirable illustrant cette réaction politique de défense.

Qu'il s'agisse de l'Ancien Régime, de la Révolution, de l'Empire, cette politique se développe avec logique, sûreté, sans se laisser influencer par des considérations de sympathie ou d'amitié. Nous nous trouvons en présence d'une ligne de conduite réfléchie, rationnelle, cartésienne. Pas de sentiment en politique! C'est une des maximes de Napoléon.

Nos hommes politiques comprenaient toutefois à merveille les sentiments d'amitié, de sympathie éprouvés par la quasi-unanimité de nos informateurs sur l'Ukraine. Tous les Français qui ont vécu auprès de la nation cosaque ont été charmés par la bravoure de ses fils; tous ils ont éprouvé la séduction du village ukrainien, propre, coquet, enluminé de couleurs gaies; tous ont senti la joie saine et forte qui monte des fertiles sillons, de la terre opulente des Cosaques.

Mais ces tendresses du cœur n'avaient aucune influence sur la rectitude clairvoyante du jugement. L'élément cartésien, fait de raison et de certitude, prenait toujours le pas sur les tentations, si aimables et puissantes fussent-elles, du sentiment.

Pour exercer une action intelligente, quels moyens employait la politique de Napoléon, héritière des traditions de la diplomatie antérieure.

Napoléon voulait être exactement informé. Il voulait savoir, et à tout moment, ce qui se passait en Ukraine. Il envoyait des agents, réclamait des mémoires, inspirait des travaux d'ensemble dont il s'assimilait à merveille les conclusions lucides, claires et objectives.

Napoléon entretenait aussi des agents chargés de préparer, sur place, les interventions possibles. Appelons ce système celui « des fers au feu », des « jeux de rechange ». Les événements pouvaient faire surgir des situations favorables qu'il fallait être en mesure d'exploiter sans délai, quand l'occasion se présentait. Appellera-t-on cette politique duplicité? Ce serait juger bien vite et bien injustement. Disons seulement que ce système répond et répond seul au

dynamisme inclus dans la conception, dans la notion même d'un grand Etat.

Ces principes généraux établis, quelle était la valeur particulière de l'Ukraine sur l'échiquier napoléonien?

L'Ukraine occupait une situation géographique exceptionnelle. Sa situation permettait, si elle devenait indépendante, d'écarter la Moscovie de la mer Noire. Non seulement on la priverait de terres riches, mais on affaiblirait la menace dirigée contre Constantinople. Le démembrement de la Russie, commencé par l'Ukraine et continué par la Géorgie et le Kouban, écartait le péril moscovite avec sa menace d'hégémonie sur l'Europe, libérait la mer Noire et levait l'hypothèque sur Constantinople.

L'Ukraine représentait, pour la France de l'Empire, un énorme marché. Elle pourrait fournir des céréales, de la viande, du bois, du cuir, acheter nos vins, nos produits manufacturés, les diriger vers les comptoirs de la Russie. Toutes les relations, toutes les études consacrées à l'Ukraine insistent sur cet élément économique d'importance primordiale.

Napoléon accordait enfin une grande attention à l'élément militaire représenté par une nation guerrière qui pouvait devenir un bastion de l'Occident, fournir à l'armée impériale une cavalerie excellente et assurer, en tout cas, la remonte de la cavalerie qui, avec le temps, devenait de plus en plus difficile.

Et cependant Napoléon n'a pas poussé à fond son effort en Ukraine. Pourquoi? Ici nous sommes réduits aux hypothèses, et peut-être M. Borschak ne nous suivrait-il plus. Mais il nous semble que Napoléon n'était pas assuré de la réalité profonde du mouvement national ukrainien. Ses tendances ne lui apparaissaient pas assez fermes, assez décidées. N'avait-il pas été jusqu'alors un sentiment peu conscient dans le peuple, réservé à une trop petite élite, et que les grandes masses de la paysannerie éprouvaient sous une forme négative, l'hostilité aux Moscovites, mais sans profondeur idéologique ni véritablement constructive? On voudra bien nous excuser de n'apporter ici qu'une hypothèse personnelle. Elle n'est peut-être pas entièrement exacte. Elle donne, en tout cas, la seule explication plausible d'une attitude quelque peu énigmatique.

René MARTEL.

Le Gérant : DE PEYRALADE.
